

NÉGATIONNISME TURC LE JEU DANGEREUX DES PARTIS BELGES

Les principales formations politiques ont ouvert leurs portes à des élus négationnistes. Moralité: il y a dix ans, la Belgique voulait punir ceux qui niaient le génocide des Arméniens. Aujourd'hui, elle ne le reconnaît même plus. Malaise.

est le propre d'une société multiculturelle. Tout le monde doit participer. Au prix, parfois, de quelques ajustements nécessaires. Question de valeurs. Et de priorités. Ces dernières semaines, c'est la commémoration du génocide des Arméniens qui a révélé quelques lignes de fracture entre les valeurs affichées par les formations poli-

tiques et les comportements parfois ambigus de quelques-uns de leurs élus.

Sur les ondes de *Matin Première*, le 22 mai, Benoît Lutgen, le président du cdH, avait pourtant prévenu: *"S'il y a un négationniste chez nous, il est dehors dans la seconde!"* Disons plutôt dans la semaine. C'est le temps qu'il aura fallu à Mahinur Özdemir, jusque-là surtout connue en tant que première parlementaire voilée d'Europe, pour se faire virer du parti centriste. Piégée par un journaliste de RTL, qui lui demandait sa position quant au génocide des Arméniens, elle avait esquivé la question en prenant la fuite. Convoquée devant le comité de déontologie du cdH, elle s'est finalement refusée à le reconnaître. D'où sanction immédiate.

Fait assez rare, Benoît Lutgen est immédiatement félicité pour sa fermeté par un adversaire politique, le chef de groupe MR au parlement bruxellois Vincent De Wolf: *"La décision prise par le cdH honore cette formation politique"*. En fait, une occasion de tacler les socialistes. *"Nulle formation politique ne peut tolérer en son sein la négation ou le silence honteux à l'égard de ces crimes."* Une allusion très claire à l'affaire Emir Kir. Le bourgmestre de Saint-Josse avait préféré s'absenter de la Chambre lors de la minute de silence consacrée au génocide arménien. Convoqué par le PS, il n'avait, lui, encouru aucune sanction. Le cdH aurait donc sauvé l'honneur des partis belges. Sauver l'honneur... C'est ce qui se dit d'une équipe qui parvient à marquer un but pour atténuer l'ampleur de la défaite. Car, c'est exactement de cela qu'il s'agit. L'exclusion de Mahinur Özdemir, malgré ses faux airs de penalty démocratique, marque plutôt une déception de déconvenues sur le terrain du vote "ethnique". Et beaucoup de buts encaissés à domicile.

Revenons dix ans en arrière, au mois de juillet 2004. Au moment où le gouvernement Verhofstadt propose de modifier la loi de 1995 punissant la négation du génocide des Juifs. Il s'agit pour la Belgique de se conformer au texte d'une convention du Conseil de l'Europe portant, entre autres, sur l'incrimination des propos racistes et xénophobes émis sur Internet. Un débat s'engage: pourquoi ne pas profiter de l'occasion pour étendre la loi belge à d'autres génocides? Y compris, donc, le génocide des Arméniens.

À l'époque, il est encore permis d'être optimiste. Après tout, en 1998, le Sénat a voté une résolution reconnaissant ce même génocide. Et ce, sans trop d'encombres: 49 voix contre 9 abstentions. Certes, celle-ci ne lie pas politiquement les gouvernements belges, mais c'est un bon début. Sauf que, coupons court à tout suspense, le projet de loi du gouvernement Verhofstadt ne verra jamais le jour. Après des semaines d'après échanges parlementaires, la ministre de la Justice Laurette Onkelinx (PS) renvoie en 2005 le dossier dans une obscure "commission interministérielle du droit humanitaire". Il n'en est plus sorti depuis, il n'en sortira plus jamais.

C'est que, entre-temps, entre 1998 et 2005, de nouveaux acteurs ont fait leur apparition dans le système politique belge. On les appelle les candidats de l'immigration. Et parmi eux, plusieurs personnalités d'origine turque. Pierre-Yves Lambert, un chercheur indépendant, scanne depuis plusieurs années les relations entre partis belges et population d'origine étrangère. Il décode: *"À l'époque, déjà, les quelque 200.000 Turcs de Belgique sont regroupés dans une dizaine de communes belges. Où leur poids électoral est donc extrêmement important. En particulier à Schaerbeek, dont le mayorat est convoité... par la ministre de la Justice PS d'alors, Laurette Onkelinx"*. Pas → → question, donc, pour le PS dans son ensemble, de se montrer à la pointe du combat pour la mémoire. Et encore moins de confronter ses candidats d'origine turque à la question. Vu la sensibilité de leur électorat sur ce sujet, il s'agirait rien de moins que de les pousser au suicide politique. Ceci dit, le PS a bénéficié dans cette affaire de la complicité des sociaux-chrétiens. *"À l'aube des années 2000, se rappelle Pierre-Yves Lambert, tous les partis traditionnels belges ont déjà des négationnistes sur leurs listes."* Des élus qui n'ont d'ailleurs pas été recrutés au hasard. Le PSC, avant de devenir le cdH, s'est ainsi particulièrement illustré par ses méthodes de recrutement. *"Sous la houlette de Joëlle Milquet, quand ils ont réalisé le retard pris dans la chasse aux voix des populations d'origine immigrée, ce sont même eux qui sont allés le plus loin. En 2000, ils ont frappé à toutes les portes de la communauté turque, au consulat de Turquie, et même à la plateforme turque qui regroupe jusqu'aux cercles d'extrême droite ultra-nationalistes, dont les fameux Loups gris, pour se faire recommander des candidats."*

Revenons à 2015. Où rien n'a vraiment changé. Si ce n'est en pire. Dogan Özgüden est un journaliste turc exilé en Belgique depuis 40 ans. Lui reconnaît sans ambages le génocide des Arméniens. Mais dans la communauté turque, les gens comme lui sont plutôt rares. On le sait, Ankara refuse plus que jamais le terme "génocide", en jouant sur les mots, en lui préférant les termes "tragédie" ou "massacre", en minimisant le nombre de victimes, en insistant sur de chimériques responsabilités arméniennes... En pratiquant, en fait, un négationnisme d'État. *"Et la Turquie fait d'autant mieux passer le message auprès de sa diaspora que la communauté turque de Belgique reste très étroitement liée à son pays d'origine, explique le journaliste. À la télé, elle regarde quasi exclusivement les chaînes turques et se nourrit de la propagande qu'elles diffusent constamment, qui agit comme un véritable lavage de cerveau."* En Turquie, celui qui s'éloignerait de la ligne officielle sur la question arménienne court de réels risques. *"Mais en Belgique, il se trouverait isolé et s'exposerait aussi à des problèmes s'il voulait retourner au pays. La grande majorité de la communauté turque de Belgique suit donc la ligne de l'État turc: elle nie."*

À la suite de Pierre-Yves Lambert, qui s'étonne de voir "systématiquement" recrutés les candidats "les plus réacs et les plus nationalistes", Dogan Özgüden dénonce ce qu'il décrit comme une "politique d'encadrement" du négationnisme par les trois partis traditionnels belges: PS, cdH et MR. *"La donne est claire: les élus d'origine turque nient le génocide des Arméniens, tant pour garder leur crédit auprès de leur électorat que leur valeur aux yeux des partis qui les emploient. C'est pour ça que depuis 20 ans, les candidats turcs sont recrutés, non malgré, mais en fonction de leur position sur le génocide et leur obéissance à Ankara."*

TRAITRES A LA PATRIE... D'ORIGINE

Nuray Dogru, ancienne conseillère communale Écolo à Saint-Josse, est également isolée dans sa communauté. Elle reconnaît elle aussi le génocide arménien.

Et comme nos autres intervenants, elle s'interroge... *"Mahinur Özdemir, on savait depuis longtemps qui elle était, ses accointances avec l'AKP, le parti au pouvoir en Turquie, sa position sur la question arménienne..."* Mais il faudrait selon elle aussi s'inquiéter d'une véritable ingérence de l'État turc dans les affaires de sa diaspora. *"Il faut voir les investissements incroyables consentis par la Turquie, via son ambassade, qui est présente dans la plupart des activités turques de nature associative, qu'elle finance souvent. Ankara a réalisé depuis longtemps qu'elle avait tout à gagner à renforcer ce lien avec ses expatriés. C'est un précieux vecteur d'influence à l'étranger, du point de vue religieux ou culturel. Or, la Belgique ne mesure sans doute pas assez le risque qu'il y a à tolérer une telle intrusion de pouvoirs extérieurs dans son vivre ensemble."*

Une intrusion qui prend parfois des formes interpellantes. Début mai, à un mois des toutes récentes élections législatives turques, le président turc Recep Tayyip Erdogan tenait un meeting électoral... à Hasselt, devant 15.000 immigrés en provenance de Belgique, des Pays-Bas ou d'Allemagne. On pouvait y entendre des phrases comme "Ils veulent réduire notre foi" ou "Ne vous assimilez pas". *"Un classique, dans son cas, rappelle Nuray Dogru. Je peux très bien concevoir qu'on soit Belge et fier de ses origines turques. Mais les discours d'Erdogan, son rapport aux femmes, ses propos infâmant sur l'homosexualité ou les minorités ethniques, ne devraient tout simplement pas être tolérés dans une démocratie."*

Mais il ne faudrait pas se focaliser sur l'AKP d'Erdogan, précise Pierre-Yves Lambert. *"En 2000, déjà, avant l'ère d'Erdogan, des candidats d'origine turque aux communales étaient appelés à l'ambassade pour discuter des réponses "appropriées" à donner à d'éventuelles questions de journalistes sur Chypre, le Kurdistan ou le génocide des Arméniens..."* Une pratique que l'ambassade turque aurait d'ailleurs réitérée ces dernières semaines, en pleine affaire Özdemir...

Quant à la présence de certaines autorités turques en Belgique, le même Pierre-Yves Lambert souligne que, *"au titre de membre de l'Otan, la Turquie a également détaché des membres des services secrets, le MIT. Certains d'entre eux logent dans le quartier turc où ils trouvent parfois des relais dans la population, en particulier auprès des Loups gris, pour l'un ou l'autre coup de force"*. Ces dernières années, plusieurs communautés non turques en provenance de Turquie, notamment des associations kurdes, ont été prises pour cibles. *"Les Loups gris, une organisation d'extrême droite qui a toujours pignon sur rue en Belgique"*, rappelle Nuray Dogru... Et qui n'a pas hésité à tabasser un journaliste belge d'origine turque connu pour son franc-parler, qualifié de "vatan haini", c'est-à-dire de "traître à la patrie".

Joël Kotek est politologue à l'ULB et spécialiste des génocides commis au cours du 20^e siècle. Pour lui, les récentes commémorations du génocide des Arméniens laisseront un goût amer. Et pas seulement à cause de l'affaire Özdemir. *"Un centenaire, c'est un jour par siècle. Et la Belgique a raté le rendez-vous. La position de Didier Reynders en particulier, le ministre des Affaires étrangères, pose question. D'abord, il ne s'est pas rendu en Arménie le jour de la commémoration, le 24 avril dernier. Ensuite, il y a cette ambiguïté dans ses propos, où il évite soigneusement le terme de génocide et va jusqu'à reprendre la thèse turque en prétextant que seule une juridiction peut reconnaître un tel crime. Et non un gouvernement."*

Certes, il y aura, éventuellement, une reconnaissance de la part du Parlement belge. Un jour, peut-être en 2016. De toute façon après Europalia Turquie. Gare à froisser Ankara et nos relations économiques ou militaires avec la Turquie... Dix ans après avoir effleuré la possibilité de punir les négationnistes du génocide des Arméniens, notre gouvernement n'est même plus tout à fait disposé à reconnaître celui-ci. C'est le propre d'une société multiculturelle. Parfois, quelques ajustements sont nécessaires. En Belgique, ils ont pris la forme d'un pas en arrière.

✘ Jean-Laurent Van Lint

La tête ailleurs

L'affaire Ozdemir n'est pas la première à interroger les vraies motivations de certains élus d'origine étrangère.

Du fait de leurs convictions profondes, religieuses en général, ou de la pression exercée par leur communauté, beaucoup de candidats ont affiché à l'occasion de débats de société des positions peu en phase avec les valeurs de leurs propres formations. On pense ici à l'euthanasie ou au mariage homosexuel. Parfois, ce sont même des valeurs démocratiques tout court qui semblent difficiles à accepter, comme par exemple l'instauration d'une journée nationale de lutte contre l'homophobie qui, nous dit-on, aurait causé des remous même au sein du PS.

Mais la chasse au vote ethnique à laquelle se sont livrés les principaux partis belges est tout aussi interpellante. Prenons l'exemple, parmi tant d'autres, de

Sema Gündoar, candidate turque du cdH aux communales bruxelloises qui avait fini par passer toute la campagne électorale en vacances au pays. Qu'à cela ne tienne, trois ans plus tard, la voilà à nouveau sollicitée, de nouveau par le cdH, pour la Chambre cette fois. Sauf que la politique et elle... *"Je n'accrochais pas vraiment aux sujets du parti socialiste? Comment? Oui, bon, le parti socialiste chrétien, si vous voulez..."* Un nom exotique vaut parfois mieux qu'une conviction...

Et comment, à nouveau, parler de conviction quand on voit cette propension qu'ont certains élus issus de l'immigration à changer de formation politique? En 21 ans de carrière, Mariem Bouselmati a ainsi figuré sur les listes de... quatre partis différents. On va où va le pouvoir, avec comme monnaie d'échange l'assurance des voix de "son" électorat. Preuve que les motivations, ici, tiennent sans doute plus du clientélisme que de la profession de foi idéologique. Ceci dit, en la matière, le système politique belge est particulièrement mal placé pour donner des leçons et n'a jamais que les candidats qu'il mérite.